

L'Afrique de l'Ouest exige un gouvernement d'union au Mali d'ici fin juillet



Le président du Bénin Thomas Boni Yayi, le président du Togo Faure Gnassingbe, et le président du Burkina Faso Blaise Compaoré (de gauche à droite), le 7 juillet à Ouagadougou pour un sommet sur la crise au Mali.

L'Afrique de l'Ouest a exigé samedi 7 juillet un "gouvernement d'union nationale" au Mali d'ici au 31 juillet, sous peine de sanctions, et demandé à la Cour pénale internationale (CPI) de poursuivre les criminels de guerre dans le nord du pays, dominé par les islamistes radicaux.

Le président burkinabè Blaise Compaoré, médiateur de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao), et cinq autres chefs d'Etat (Côte d'Ivoire, Togo, Bénin, Niger, Nigeria) se sont réunis à Ouagadougou avec des représentants des "forces vives" (partis, syndicats, religions...) du Mali, mais en l'absence du président de transition Dioncounda Traoré et du premier ministre Cheick Modibo Diarra.

Objectif du sommet : renforcer les institutions de transition, en situation "précaire", pour enfin affronter la crise dans le Nord, tombé à la faveur du coup d'Etat du 22 mars à Bamako aux mains de groupes armés, rebelles touareg et surtout islamistes alliés à Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi), désormais maîtres du jeu.

- **Un gouvernement d'union "avant le 31 juillet"**

Les chefs d'Etat de la région ont donc invité les "forces vives" à faire des propositions au président malien par intérim "en vue de la formation avant le 31 juillet 2012 d'un gouvernement d'union nationale", chargé d'appliquer "une feuille de route de sortie de crise", indique le communiqué final.

Si ce délai n'est pas respecté, "la Cédéao ne reconnaîtra plus le gouvernement du Mali et le pays sera suspendu de toutes les organisations sous-régionales", a indiqué à l'AFP une source proche du sommet. Ce durcissement de ton illustre l'impatience des capitales régionales face au statu-quo à Bamako malgré une multitude de sommets et de concertations, et l'irritation de la Cédéao à l'égard du premier ministre Diarra, jugé insuffisamment coopératif.

Le sommet a appelé à "organiser le retour au Mali" du président Traoré et à "assurer sa protection", et réclamé des poursuites contre les auteurs de sa violente agression fin mai. Le chef de l'Etat malien est soigné à Paris à la suite d'une attaque dans ses bureaux par une foule de manifestants hostiles, et son absence fragilise fortement la transition prévue pour un an.

- **Poursuites contre les auteurs de "crimes de guerre"**

M. Compaoré et ses homologues ont aussi interpellé la CPI, souhaitant des poursuites contre les auteurs de "crimes de guerre" dans le Nord. La procureure de la Cour, Fatou Bensouda, avait déclaré le 1^{er} juillet que la destruction de lieux saints musulmans par les islamistes à Tombouctou (nord-ouest) était "un crime de guerre" passible de poursuites de la CPI. Les chefs d'Etat réunis dans la capitale burkinabè ont condamné ces destructions et souhaité un "fonds spécial" pour restaurer ces monuments classés au patrimoine mondial en péril. Ils ont aussi lancé "un appel pressant" pour "un arrêt complet des hostilités avant le début du mois de Ramadan", soit d'ici une quinzaine de jours, alors que le médiateur a engagé des discussions avec les groupes armés.

- **Préparation d'une intervention armée régionale**

Ces membres du "groupe de contact" sur le Mali ont enfin "exhorté" Dioncounda Traoré "à adresser sans délai une requête à la Cédéao et aux Nations unies en vue du déploiement d'une force de la Cédéao pour soutenir l'armée malienne dans sa mission régaliennne de défense du territoire national".

La Cédéao se prépare à une éventuelle intervention armée régionale pour reconquérir le Nord – une mission technique est d'ailleurs arrivée à Bamako –, mais cette opération complexe, lourde et coûteuse tarde à recueillir l'onction de l'ONU. Dans une résolution adoptée jeudi, le Conseil de sécurité "soutient pleinement" les efforts régionaux et prône des sanctions contre les alliés d'Al-Qaïda, mais ne donne pas encore de mandat pour une telle force. Le président Compaoré a voulu rassurer : les soldats de la Cédéao n'iront pas au Mali "comme des cow-boys" mais "pour être utiles aux Maliens" et travailler "avec eux".

- **"Le Mali est un pays souverain"**

Les autorités intérimaires maliennes étaient seulement représentées à Ouagadougou par la ministre de l'intégration africaine, Rokia Traoré. Absentes, les organisations ayant appuyé le coup d'Etat militaire ont tenu un meeting à Bamako pour rappeler à la Cédéao que "le Mali est un pays souverain" et que tout gouvernement d'union "doit être fait au Mali" même.

Parallèlement au sommet, la situation au Mali devait être au coeur de discussions entre le chef de la diplomatie mauritanienne, Hamadi Ould Baba Ould Hamadi, arrivé samedi à Alger, et son homologue algérien Mourad Medelci, dont le pays est jugé incontournable dans le règlement de la crise